

Nouvelles de Décembre 2018
Numéro 109

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson pour le GTDH

Commentaires. Alors que nous commençons une nouvelle année et revenons sur le tumulte de celle qui vient de s'écouler, voici les articles de chaque mois de *Nouvelles HRWG* de 2018 qui, pris ensemble, illustrent la diversité des problèmes de droits de l'homme qui incluent les archives. Meilleurs vœux pour l'année à venir!

Janvier. Un des jumeaux né d'une mère de substitution canadienne du sperme mélangé de deux donneurs masculins s'est avéré, à la suite de tests ADN, être l'enfant du citoyen donneur américain, de sorte que l'enfant était automatiquement citoyen américain et avait droit à un passeport américain, et l'autre jumeau, né d'un donneur israélien, ne l'était pas.

Février. Établissant un précédent important, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a émis un avis consultatif selon lequel un environnement sain est un droit "fondamental à l'existence de l'humanité" et que les États doivent éviter de causer des dommages environnementaux "significatifs" à l'intérieur ou en dehors de leur territoire et donnent accès à des informations relatives à des préjudices environnementaux potentiels.

Mars. La Commission des droits de l'homme au Soudan du Sud a repris 230 déclarations de témoins individuelles détaillées et recueilli plus de 58 000 documents, y compris des records confidentiels, couvrant les incidents survenus au Soudan du Sud depuis décembre 2013, mais a averti que "tous les jours... la preuve documentaire est perdue, dissimulée ou détruite."

Avril. La police américaine a comparé l'ADN d'une scène de crime datant de 1980 avec les données ADN sur le site généalogique GEDmatch et a découvert des proches du suspect, qui a été arrêté.

Mai. Une étude a révélé que les médecins qui utilisent le langage stigmatisant dans les dossiers médicaux de leurs patients peuvent affecter les soins que les patients obtiennent pendant des années à venir.

Juin. En utilisant des quantités massives de séquences vidéo des protestations de février 2014 à Kiev, en Ukraine, une équipe de recherche a reconstruit la mort de trois manifestants pour identifier les sources des balles qui les ont tués et a créé une vidéo composite qui a été acceptée comme preuve par le Tribunal pénal qui a entendu une affaire contre cinq policiers.

Juillet. La cour fédérale d'Allemagne a statué que les héritiers devraient avoir accès aux comptes Facebook des défunts.

Août. Le ministre israélien de la justice a chargé les Archives d'état d'Israël de rendre publics quelques 300 000 dossiers relatifs aux enfants des immigrants yéménites, dont la disparition après leur arrivée en Israël il y a plus d'un demi-siècle a été au centre d'une controverse persistante.

Septembre. La cour suprême de l'Inde a confirmé la constitutionnalité du projet d'identification et d'enregistrement biométrique massif du gouvernement, Aadhaar, mais avec des restrictions.

Octobre. L'Institut de recherche pour la paix d'Oslo, en Norvège, a utilisé 20 ans d'études statistiques sur la relation entre l'éducation et la violence politique et a constaté que le "manque d'éducation masculine semble être l'indicateur le plus fort du conflit."

Novembre. Un juge canadien a rendu un jugement en faveur de l'accès des records de la Commission Vérité et Réconciliation, citant les positions du ICA sur l'accès.

Décembre. Des tests ADN sur des vestiges antiques en Australie et sur des échantillons de populations indigènes vivant dans la région où les restes ont été trouvés montrent des liens clairs; cela peut permettre le rapatriement des restes humains indigènes lorsque la documentation de provenance manque.

Nouvelles Internationales.

Cour interaméricaine des droits de l'homme. Dans l'affaire Ordenes Guerra et autres c. Chili, sept groupes de personnes ont été indemnisés par l'État pour "disparition et/ou exécution de membres de la famille" par des agents de l'État en 1973 et 1974. Parce qu'ils ont déposé des réparations après la clôture de la période statutaire d'indemnisation, le Chili a rejeté leurs demandes. La Cour a noté que les victimes étaient sur une liste des victimes des violations des droits qui a été établie par la Commission nationale sur la vérité et la réconciliation en 1991, et la Cour a ordonné au Chili de payer les "indemnités compensatoires et de rembourser les dépenses et de publier le jugement." http://www.corteidh.or.cr/docs/comunicados/cp_60_18.pdf

Une autre affaire, Isaza Uribe et autres c. Colombie, concernait la disparition forcée, le 19 novembre 1987, du membre du syndicat Victor Manuel Isaza Uribe. La Cour a ordonné à la Colombie de procéder à une "recherche rigoureuse" pour déterminer la localisation d'Isaza Uribe, qui devrait sûrement inclure l'utilisation d'archives pertinentes. http://www.corteidh.or.cr/docs/comunicados/cp_55_18.pdf

L'affaire OMeara Carrascal et autres c. Colombie a trait à trois membres d'une famille qui ont été attaqués et tués en 1994 par le travail coordonné des forces de sécurité de l'État et d'un groupe paramilitaire illégal. La Cour a déclaré que le "défaut d'établir un lien adéquat entre chacune des enquêtes et les procédures impliquant les victimes présumées en l'espèce aurait pu gêner l'élucidation des faits et l'identification des responsables". En d'autres termes, il n'existait pas de dossier consolidé ou, au moins, de liens adéquats entre les dossiers. http://www.corteidh.or.cr/docs/comunicados/cp_54_18.pdf

Cour pénale internationale (CPI). Patrice-Edouard Ngaïssona, commandant de la milice de la République centrafricaine (RCA), a été arrêté à Paris et remis à la CPI, où il est soupçonné de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre dans la partie occidentale de la RCA entre décembre 2013 et décembre 2014. <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/war-crimes-suspect-patrice-edouard-ngaissona-turned-over-icc-glimmer>

Organisation des États Américains (OEA). Le Comité de conformité de l'OEA pour la Convention interaméricaine pour la prévention, la répression et l'éradication de la violence à l'égard des femmes a adressé une lettre à la Cour suprême de l'Argentine critiquant une décision de justice qui a acquitté trois hommes pour droguer, violer et tuer une jeune fille de 16 ans. Un avocat pour le Comité a déclaré, selon *Telesur*, "la victime a été étudiée méticuleusement et toute sa vie privée a été exposée (devant la Cour): témoignages d'amis, parents, messages WhatsApp, chats... Cependant, lorsque les procureurs ont tenté d'entrer dans la preuve comment le principal défendeur consultait des pages pornos, les juges ont été indignés et ont protégé son droit constitutionnel à la vie privée." https://www.telesurenglish.net/news/OAS-to-Argentina-Supreme-Court-Rectify-Femicide-Case-Ruling-20181202-0009.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=10

Nations Unies. Le Comité des Nations Unies sur les disparitions forcées a publié le "Projet de Principes directeurs pour la recherche de personnes disparues" en décembre 2018 et invite toutes les parties intéressées à soumettre des contributions écrites au plus tard le 25 janvier 2019. <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CED/Pages/SearchDisappearedPersons.aspx>
Pour les "Projets de principes", voir: https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT/CED/GED/15/27939&Lang=en. Merci à Lis Ott pour l'information.

Le chef de l'équipe d'enquête des Nations Unies pour la promotion de la responsabilisation pour les crimes commis par l'EIL/Daech a informé le Conseil de sécurité des Nations Unies. Les priorités de l'équipe pour 2019, autres que le travail organisationnel, sont "de rassembler et d'analyser les preuves documentaires et testimoniales existantes et d'identifier les lacunes" et "d'établir sa capacité à mener des

activités d'investigation sécuritaires, ciblées et axées sur le terrain” À la suite de cette présentation, le représentant de l'Iraq a fait observer que les éléments de preuve recueillis par l'équipe “seront éventuellement utilisés dans le cadre d'une procédure pénale équitable et indépendante menée par des juridictions iraqiennes compétentes. Les gouvernements iraqiens détermineront toute utilisation ultérieure de ces éléments de preuve au cas par cas.” <https://www.un.org/press/en/2018/sc13605.doc.htm>

La Fondation Thomson Reuters a rapporté que les organismes d'aide travaillant en République démocratique du Congo accusent l'ONU de “manipuler les données”, affirmant que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies indique que “la baisse du nombre de déplacés les gens sont trompeurs”. Dans une lettre adressée à l'ONU, un groupe représentant environ 45 agences humanitaires a déclaré que “les besoins humanitaires globaux ont plutôt augmenté en 2018 que diminué” et que “cette manipulation cynique des données critiques fausse la réalité de la situation sur le terrain et compromet la capacité des humanitaires à communiquer efficacement sur la gravité de la crise.” <http://news.trust.org/item/20181205172153-s30ka/>

Marquant le 20e anniversaire de la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme a interrogé 140 États sur la mise en œuvre de la déclaration. L'enquête a révélé “trois tendances et questions clés: l'évolution de l'utilisation de l'expression ‘défenseurs des droits de l'homme’, l'élaboration de mécanismes et de pratiques pour les soutenir, et la pertinence des cadres juridiques et administratifs pour leur protection.” Malheureusement, “le rapport mondial documente la fermeture très discutée de l'espace civique et suggère qu'il est devenu, dans de trop nombreux endroits, une guerre contre les défenseurs des droits de l'homme.” <https://www.business-humanrights.org/sites/default/files/documents/UNSR%20HRDs-%20World%20report%202018.pdf>

Nouvelles générales/du monde

Records du monde des affaires. Une cour d'appel dans l'État du Kentucky “a confirmé la décision d'un juge ordonnant la diffusion de archives secrètes sur la commercialisation par Purdue Pharma de l'opioïde puissant OxyContin, qui a été blâmé pour contribuer à la diffusion de l'épidémie d'opioïde d'aujourd'hui à la toxicomanie, ” a rapporté *STAT*. Les archives comprennent des “stratégies de marketing et des courriels internes à leur sujet; les documents concernant les analyses internes des essais cliniques; les communications de règlement d'une affaire criminelle antérieure concernant la commercialisation de l'OxyContin; et des informations sur la façon dont les représentants des ventes commercialisent le médicament. ” Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, mai 2018. <https://www.statnews.com/2018/12/14/purdue-pharma-oxycontin-appeal-ruling/>

Trois grands producteurs d'huile de palme et utilisateurs – Wilmar International Limited, Mondelez et Unilever – qui ont mis en œuvre “aucune déforestation, aucune tourbe, aucune exploitation” dans la production et l'approvisionnement en huile de palme ont signé un accord pour “cartographier les opérations de nos fournisseurs pour assurer la transparence et la conformité. Ils soutiennent “le développement d'une base de données complète de cartographie des groupes de fournisseurs de palmiers à huile” afin de permettre aux entreprises “de surveiller les activités de développement foncier de nos fournisseurs, le cas échéant, en utilisant des cartes de base détaillées de couverture forestière et de tourbières à haute résolution des images”. Le groupe de consultants *Aidenvironment Asia* rendra les cartes publiques. <https://www.wilmar-international.com/sustainability/wp-content/uploads/2018/12/JOINT-STATEMENT-FINAL-07122018-with-Signatures-v3.pdf>

Les rapports sur les actions de Facebook, fondés sur ses documents internes, ont continué. Dans le cas d'un député du Royaume-Uni qui publie des documents internes confidentiels, voir *Nouvelles HRWG*, Novembre 2018 et <https://www.telegraph.co.uk/technology/2018/12/08/facebook-fears-secret-documents-have-leaked/>; <https://www.telegraph.co.uk/technology/2018/12/01/us-judge-seizes-laptop-used-pass-facebooks-confidential-documents/>; and https://www.seattletimes.com/business/uk-parliament-releases-internal-facebook-documents/?utm_source=RSS&utm_medium=Referral&utm_campaign=RSS_all

Le *New York Times* a obtenu des “centaines de pages” de documents Facebook qui montrent que “Facebook a donné à certaines des plus grandes entreprises de technologie du monde un accès plus intrusif aux données personnelles des utilisateurs qu'elle n'avait divulgués, exemptant effectivement ces partenaires commerciaux de ses règles habituelles de confidentialité.”

<https://www.seattletimes.com/business/facebook-offered-users-privacy-wall-then-let-tech-giants-around-it/>;
https://news.vice.com/en_us/article/yw74b5/facebook-let-companies-read-and-delete-your-private-messages;

Dans une affaire qui a dû produire un dossier judiciaire important, une Cour d'appel brésilienne a confirmé la décision 2015 contre la société suisse d'agro-industrie Syngenta pour le meurtre en 2007 de Valmir Mota de Oliveira, membre d'un groupe de travailleurs ruraux qui protestait contre le site d'expérimentation alimentaire génétiquement modifié de Syngenta, a rapporté *Telesur*. La firme de sécurité contractuelle de la compagnie a abattu Mota de Oliveira et blessé une femme.
https://www.telesurenglish.net/news/Brazil-Court-Rules-Against-Syngenta-for-Murder-of-MST-Activist-20181201-0021.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=12

Un tribunal en Argentine a condamné deux anciens dirigeants locaux d'une usine de Ford Motor Company d'implication dans l'enlèvement en 1976 et la torture de 24 travailleurs employés par Ford à leur usine à la périphérie de Buenos Aires pendant la dictature militaire entre 1976 et 1983, a rapporté *Reuters*. Parmi leurs actes, les hommes "ont été accusés de fournir des photographies, des adresses de domicile et d'autres données personnelles des victimes aux agents de la dictature afin qu'ils puissent être enlevés."
<https://www.reuters.com/article/us-argentina-rights-ford-motor/ex-ford-argentina-executives-convicted-in-torture-case-victims-may-sue-in-u-s-idUSKBN10A25H>

Reuters a publié un rapport accablant disant que la compagnie Johnson & Johnson savait depuis des décennies que la poudre de talc qu'elle vend pourrait avoir des traces d'amiante et cachait cette information aux régulateurs et au public. Les reporters ont utilisé des "milliers de pages de mémos d'entreprise, de rapports internes et d'autres documents confidentiels" qui avaient été divulgués dans le contentieux (seulement quelques-uns ont été produits au procès) et Reuters a publié des éléments clés sur son site web. Johnson & Johnson a immédiatement commencé une importante campagne de relations publiques pour ses produits, en achetant des annonces pleine page dans les journaux américains.
<https://www.reuters.com/investigates/special-report/johnsonandjohnson-cancer/>

Quatre jours après la publication du rapport par Reuters, un juge dans l'État américain du Missouri a confirmé un verdict contre Johnson & Johnson qui a accordé 4,69 milliards de dollars à 22 femmes qui ont blâmé leur cancer de l'ovaire sur l'amiante dans le Baby Power d'entreprise et d'autres produits de talc. Law.com a rapporté que le juge a dit: "la preuve présentée au procès comprend le témoignage des témoins experts des demandeurs, la preuve de l'essai des produits en cause, y compris les propres essais des défendeurs, la correspondance des défendeurs et le témoignage de représentant de la société des défendeurs et le médecin-chef. Ces éléments de preuve satisfont aux normes de causalité en vertu de toutes les lois de l'État applicables."
<https://www.law.com/2018/12/19/judge-upholds-4-7-billion-talc-verdict-citing-jjs-reprehensible-conduct/?sreturn=20190008174708>

Records médicaux. *The Lancet* a indiqué que quatre groupes gouvernementaux au Royaume-Uni ont élaboré un "Cadre normatif de preuve pour les technologies de la santé numérique." Le cadre est hiérarchique et identifie "le niveau de preuve approprié pour l'intervention. Par exemple, les outils numériques qui fournissent un diagnostic ou un traitement sont au plus haut niveau pour lesquels l'exigence minimale de preuve [à utiliser] sera une étude expérimentale ou quasi expérimentale de haute qualité avec des données comparatives sur les résultats des patients."
<https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S0140-6736%2818%2933129-5>

Une douzaine d'équipes de recherche ont publié, en collaboration, dix articles sur les origines des maladies psychiatriques. Ils ont utilisé des données provenant de l'ADN d'environ 2 000 cerveaux humains et des "informations phénotypiques, y compris les caractéristiques physiques, les symptômes et d'autres informations médicales", a rapporté *STAT*. "Les experts ont déclaré que la recherche témoigne de la valeur de la collaboration — et de la puissance de vastes ensembles de données."
<https://www.statnews.com/2018/12/13/2000-brains-origins-of-psychiatric-diseases/>

Les participants à une étude de 3 000 adultes Afro-Américains vivant dans l'état du Mississippi aux États-Unis ont complété un "questionnaire sur les fréquences alimentaires" de 2000 à 2013. Les chercheurs ont constaté qu'une consommation supérieure à la moyenne de "boissons sucrées, de soda et d'eau était associée à une probabilité plus élevée de développer une maladie rénale chronique", a déclaré

Eurasia Review. http://www.eurasiareview.com/28122018-sugar-sweetened-beverage-pattern-linked-to-higher-kidney-disease-risk/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Notant le 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, *The Lancet* a publié un article sur le développement international des droits de l'homme pour la santé. <https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S0140-6736%2818%2932997-0>

Vie privée/protection des données. La fondation Thomson Reuters a publié un article sur l'utilisation et l'usage abusif des données génétiques. Il a rapporté que l'Organisation internationale des Nations Unies pour les Migrations travaille avec le gouvernement italien “pour effectuer des tests d'ADN libres sur les réfugiés consentants afin qu'ils puissent légalement rejoindre leur famille... Une fois que les familles sont réunies et que toutes les procédures sont terminées, les données génétiques sont détruites pour des raisons de confidentialité.” <http://news.trust.org/item/20181213005510-psnc3/>

Seconde Guerre mondiale. L'Allemagne fera un paiement unique de 2 500 euros à ces personnes encore vivantes parmi les 10 000 personnes qui ont fui sur le “Kindertransport”, un programme qui, de 1939 à 1941 envoyé des groupes d'enfants de l'Europe déchirée par la guerre au Royaume-Uni, a rapporté *Associated Press*. L'article n'a pas dit quels éléments de preuve seraient utilisés pour identifier les 1 000 personnes qui vivaient encore aujourd'hui. <https://www.cnn.com/2018/12/17/germany-to-compensate-those-who-fled-nazis-as-children.html>

“L'Agence serbe pour la restitution affirme que les descendants des combattants sympathisants Nazis de la seconde guerre mondiale ont postulé pour la restitution de biens malgré une loi qui refuse ce droit aux membres des forces qui occupaient le pays pendant la deuxième seconde”, a rapporté *BIRN*. Les demandeurs affirment que si un tribunal annule la condamnation pour crimes de guerre d'une personne, cela le rend admissible à la restitution de biens. Pour le moment, l'Agence a rejeté toutes ces demandes. http://www.balkaninsight.com/en/article/descendants-of-nazi-allied-fighters-seek-restitution-serbian-agency-says-12-14-2018?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=400aaa69d-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-400aaa69d-319725265

Le *Washington Post* a rapporté qu'un couple aux États-Unis a envoyé à la vente aux enchères une peinture d'Ivan le terrible qui était suspendue dans une maison qu'ils ont achetée. La maison de vente aux enchères a fait des recherches avant la vente et a constaté que la peinture avait été volée au Musée d'art de Dnepropetrovsk dans l'Ukraine occupée par les nazis en 1941. Le musée avait des photos de la peinture suspendue dans une exposition de 1929 et “a également été répertoriée dans un inventaire du musée relative aux œuvres d'art muséales prises en Allemagne par les Nazis”. La partie inhabituelle de l'histoire: la femme qui a signé la peinture est une survivante de l'Holocauste. <https://www.usnews.com/news/best-states/virginia/articles/2018-12-29/ivan-the-terrible-art-was-looted-from-nazi-occupied-ukraine>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Balkans. « Border Violence Monitoring » (La surveillance de la violence frontalière), une ONG en Croatie, a publié des vidéos “enregistrées avec des caméras cachées dans une forêt près de Lohovo, en Bosnie” montrant la Croatie expulsant 54 groupes de réfugiés, a rapporté *BIRN*. Les images, filmées entre le 29 septembre et le 10 octobre, montrent “au moins 350 réfugiés, y compris les petits enfants, les mineurs et les femmes”. À la suite de la publication, *Human Rights Watch* a interrogé 20 personnes en Bosnie “qui ont déclaré que la police croate les a déportées en Bosnie-Herzégovine sans procédure régulière après les avoir détenues au plus profond de la Croatie”. http://www.balkaninsight.com/en/article/the-map-of-the-1991-2001-war-victims-presented-in-zagreb-12-20-2018?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=8b540b1720-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-8b540b1720-319725265

En combinant les informations de quatre centres de documentation non gouvernementaux en Croatie, en Serbie, au Kosovo et en Bosnie, l'Initiative pour RECOM et Documenta ont publié une “nouvelle carte interactive détaillant les victimes des guerres yougoslaves”, a rapporté *BIRN*. La carte contient à la fois les noms et les prénoms d'environ 130 000 “victimes documentées dans les guerres sur le territoire de l'ex-Yougoslavie.” http://www.balkaninsight.com/en/article/bvm-proves-human-rights-violations-at-external-eu-border--12-14-2018?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=09a88f469a-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-09a88f469a-319725265

Burkina Faso/France. La France a fourni au Burkina Faso des copies de records des Ministères des Affaires Étrangères et de la Défense concernant l'assassinat du président Burkinabé Thomas Sankara en 1987, a rapporté *The Zambian Observer*. <http://www.zambianobserver.com/assassination-of-thomas-sankara-the-first-french-archives-sent-to-the-justice-of-burkina-faso/>

Cameroun/France. Le ministère français des Affaires Étrangères a déclassifié une série d'archives relative aux événements au Cameroun, alors colonie française, entre 1957 et 1969. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/cameroun/evenements/article/cameroun-declassification-d-archives-26-28-11-18>

Chine/Japon. La Chine a publié les documents d'archives des Archives municipales de Shenyang montrant “que le Japon a commencé à mettre en place illégalement une unité de police à Shenyang, la capitale du Nord-Est de la Chine Liaoning, des 1905, bien avant que les troupes japonaises n'envahissent la Chine en 1931,” a rapporté *Xinhua*. http://www.xinhuanet.com/english/2018-12/13/c_137671770.htm

Colombie/États-Unis. En août, la Colombie a inculpé 13 anciens dirigeants de la société United Fruit (Chiquita) d'utiliser des escadrons de la mort pour tuer des personnes qui interfèrent avec le travail de ses plantations. Les Archives de la sécurité nationale, une organisation non gouvernementale à Washington, DC, ont publié les profils de ces 13 hommes “à partir des sources publiques disponibles et une somme de 48 000 pages des records internes de la société obtenus grâce à la loi sur la liberté d'accès à l'information.” Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, août 2018. <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/colombia-chiquita-papers/2018-12-21/chiquita-13-profiles-banana-officials-accused-crimes-against-humanity>

Europe. Le réseau européen des droits de l'homme Justicia a publié une “analyse comparative” des “disparités dans les systèmes de justice pénale pour les individus de différentes origines ethniques, raciales et nationales dans l'Union européenne”, basé sur “la recherche documentaire et les entretiens avec prenanthes informatives”. http://eujusticia.net/images/uploads/pdf/Justicia_Network_Disparities_in_Criminal_Justice_Comparative_Report_2018-1.pdf

Allemagne/Russie. “Une carte d'identité Stasi appartenant au Président russe Vladimir Poutine a été trouvée” dans les archives de la succursale de la Stasi, à Dresde, en Allemagne, au service de sécurité de l'état de l'Allemagne de l'est, a rapporté *The Local*. La carte était valide 1985 à 1989; à l'époque, Poutine était un fonctionnaire du KGB actif à Dresde. <https://www.thelocal.de/20181211/putins-stasi-id-card-found-in-dresden-archive>

État islamique (IS, ISIS)/Syrie. L'Observatoire syrien des droits de l'homme a déclaré qu'il détient des informations provenant de “douzaines de sources de sécurité au sein de l'Etat islamique ainsi que des civils vivant dans des zones sous le contrôle du groupe” “qui a exécuté plus de 700 prisonniers dans l'est de la Syrie” dans les deux mois précédant le 20 décembre, a rapporté *Al Bawaba News*. http://www.eurasiareview.com/20122018-islamic-state-has-killed-over-700-prisoners-in-east-syria-in-past-2-months/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29 et le *Le Washington Post* a rapporté que, d'après des entretiens avec d'anciens prisonniers militaires syriens et des images satellitaires de la prison de Sednaya et d'un cimetière affilié, l'armée syrienne “dédoublait les exécutions de prisonniers politiques, avec des juges militaires accélérant le rythme des peines de mort émises. Amnesty International a déclaré qu'après les exécutions, les corps étaient “transportés pour être immatriculés dans un hôpital militaire avant d'être enterrés dans les fosses communes sur des terrains militaires.” <https://www.washingtonpost.com/graphics/2018/world/syria-bodies/>

Israël/Palestine. Akevot, une ONG Israélienne, a publié une lettre du 4 décembre 1949, que le directeur exécutif du ministère des affaires étrangères a envoyée à son supérieur en disant que le premier ministre David Ben Gurion a approuvé l'expulsion de près de 10 000 personnes vivant dans huit villages” pour “des raisons de sécurité”. Le censeur militaire a approuvé la demande d'Akevot de publier le document, qui était auparavant public pendant “plus de 25 ans”, mais a “récemment été rendu confidentiel à nouveau” et retiré du site Web des Archives d'état d'Israël. <https://www.akevot.org.il/en/article/without-unnecessary-brutality/?full; https://akvt.in/WEL>

Amérique latine. Le 10 décembre, à l'occasion du 70e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, *telesur* a publié un essai sur l'Amérique latine et “les nombreux prismes à travers

desquels les droits de l'homme sont vus : environnemental, féministe, et violence gouvernementale.”
https://www.telesurenglish.net/news/Human-Rights-in-Latin-America-A-Struggle-for-Land-and-Life-20181209-0001.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=8

Lettonie/Russie. L'ouverture des dossiers du KGB détenus par la Lettonie a entraîné des articles. Le *Baltic News Network* a expliqué que pour accéder aux documents du KGB publiés sur le site Web des Archives nationales lettones, les chercheurs “devront créer un compte pour identifier les gens”. Si la personne veut avoir accès aux archives, le chercheur “devra présenter une demande écrite et présenter un document d'identification personnel” ainsi que d'autres renseignements. La première série de dossiers, publiée le 21 décembre, montre apparemment qu'un ancien premier ministre et l'actuel juge en chef de la Cour suprême “ont collaboré avec le KGB soviétique”, a rapporté l'AFP. <https://bnn-news.com/access-to-kgb-documents-will-require-personal-code-194935> ; <https://www.rferl.org/a/new-latvian-archives-show-ex-pm-top-judge-had-ties-to-kgb/29669937.html> ; <https://eng.ism.lv/article/society/society/first-batch-of-latvias-kgb-archives-published-online.a303704/>

Corée du Nord/Corée du Sud. Le ministère de l'unification de la Corée du Sud, qui aide les personnes qui viennent de Corée du Nord, a rapporté que sa base de données a été piratée et que les “noms, dates de naissance et adresses de 997 personnes ayant fui la Corée du Nord avaient été volés”, rapporte *Reuters*. <https://uk.reuters.com/article/uk-northkorea-southkorea/mystery-hacker-steals-data-on-1000-north-korean-defectors-in-south-idUKKCN1OR0CI>

Corée du Nord/Royaume-Uni/États-Unis. Le Centre conjoint des victimes et de la compassion du Royaume-Uni travaille sur “la récupération et l'identification des morts de guerre britanniques”, a écrit le *Guardian*. Le personnel “essaye de construire des arbres généalogiques des familles des disparus afin d'entrer en contact avec des parents” de quelque 250 soldats qui sont portés disparus lors de la guerre de Corée, dans l'espoir que l'ADN de l'un des restes remis aux États-Unis par la Corée du Nord l'automne dernier puisse correspondre aux disparus. <https://www.theguardian.com/world/2018/dec/26/war-detectives-get-new-lead-on-british-dead-from-korean-war-thanks-to-trump>

Russie/Syrie. Le Centre de justice et de Responsabilisation de la Syrie (SJAC), une organisation non gouvernementale, a téléchargé 10 millions de Tweets que Twitter a diffusé à partir des “comptes liés à l'Agence de recherche Internet de la Russie (IRA) et de l'Iran.” Le SJAC a “isolé ceux qui comprenaient des références au conflit syrien” et analysé le contenu. Il a trouvé que les “tweets comprennent une combinaison d'informations qui est manifestement fausse et de l'information qui est vraie, mais partagée d'une manière qui promeut la xénophobie et les sentiments anti-réfugiés.”
<https://syriaaccountability.org/updates/2018/12/12/russias-twitter-campaign-influencing-perceptions-of-the-syrian-conflict/>

Nouvelles Nationales.

Australie. “L'Australie a adopté des lois controversées visant à contraindre les entreprises de technologie à accorder aux agences de police et de sécurité l'accès aux messages cryptés,” l'Australie étant le premier pays dans le monde à le faire, a rapporté *BBC News*. <https://www.bbc.com/news/world-australia-46463029>

Avec l'autorisation des communautés autochtones locales, une équipe de généticiens a séquencé l'ADN de 10 vestiges Aborigènes anciens et a comparé les résultats avec l'ADN des aborigènes dans les régions où les os ont été retrouvés et ceux qui vivent ailleurs. Dans un article fascinant dans *Science Advances* intitulé “les génomes nucléaires antiques permettent le rapatriement des restes humains indigènes”, l'équipe a rapporté que les os antiques étaient plus étroitement liés aux personnes vivant encore dans la région. Cela suggère que l'ADN des personnes vivantes peut être utilisé pour identifier les origines des os logés dans les collections de musées où l'établissement n'a pas de records clairs de leur provenance.
<http://advances.sciencemag.org/content/4/12/eaau5064>

Bahreïn. La plus haute juridiction de Bahreïn a confirmé la condamnation de Nabeel Rajab, chef du Centre de Bahreïn pour les droits de l'homme, Secrétaire général adjoint de la Fédération internationale des droits de l'homme, et membre du Comité de l'Organisation consultative des droits de l'homme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, qui a été condamné à cinq ans de prison pour des tweets en 2015 “sur la torture dans la prison de la Mâchoire et de critiquer la campagne militaire menée par l'Arabie saoudite au Yémen,” a rapporté *Eurasia Review*. <http://www.eurasiareview.com/31122018-bahrain-rights-defenders->

[conviction-upheld-says-hrw/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29](http://hrw/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29)

Canada. Un procès de “violation de la confiance” contre Mark Norman, un officier de marine qui aurait aidé une compagnie à fournir un navire pour la Marine royale canadienne, devint un procès sur les documents, a rapporté *l'Ottawa Citizen*. L'avocat de Norman a produit un témoin qui a dit que l'armée cachait délibérément des records dont Norman avait besoin pour sa défense. Le témoin, un officier militaire, a dit que “le nom de Norman n'était délibérément pas utilisé dans les records internes – ce qui signifie que toute recherche de documents sur Norman ne donne rien” et impliquait que ce n'était pas le seul cas où la marine utilisait cette tactique. <https://nationalpost.com/news/canadian-forces-to-investigate-scheme-designed-to-hide-documents-from-admirals-lawyers>

Le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police (OIPRD), en Ontario, après avoir reçu des plaintes concernant des attitudes racistes à l'égard des autochtones par des membres du service de police de Thunder Bay (TBPS), a lancé une enquête. L'OIPRD a examiné 37 enquêtes de TBPS portant sur des décès soudains qui remontent à 2009 “avec un accent principal sur les enquêtes sur les décès des autochtones et a également mené un examen sur papier de certaines des affaires identifiées concernant les femmes et les jeunes filles autochtones disparues et assassinées, reconnaissant que certains des anciens dossiers avaient peu de documents disponibles.” Après avoir mené des entretiens, examiné les politiques et les procédures de la TBPS et les détails de la formation des officiers, lu les soumissions et rencontré les intervenants, le Bureau a conclu que “le racisme systémique existe dans le TGPS au niveau institutionnel”. Parmi les 44 recommandations: “TBPS devrait immédiatement améliorer la façon dont il emploie, structure et intègre son système de gestion des records d'investigation, le système de gestion des cas majeurs et sa base de données NICHE;” utiliser “des caméras de voiture et les caméras portées sur le corps; ” et "sur une base annuelle. . fournir au public des rapports qui fournissent des données sur les enquêtes de décès soudaines.” <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-report-finds-systemic-racism-at-police-service-in-thunder-bay-ont-2/>; for the report see <chrome-extension://mhjfbmdgcfjbbpaeofohoefgiehjai/index.html>

Canada/Quebec. En juin dernier, le Québec a levé la confidentialité relative aux archives d'adoption et depuis lors, le gouvernement a reçu 250 000 demandes d'accès aux archives d'adoption et a ouvert 7000 dossiers contenant les noms des parents biologiques décédés et des orphelins, a rapporté *The Canadian Press*. Un ensemble supplémentaire d'archives nommant les parents biologiques demeure fermé jusqu'en juin 2019. <https://o.canada.com/pmn/news-pmn/canada-news-pmn/quebec-adoptees-finally-getting-some-long-sought-answers-about-their-roots/wcm/730452cb-fcd4-47a9-aed7-2a24835ff428>

Chili. La Cour d'appel de Santiago “a condamné 36 anciens agents de la Direction Nationale du Renseignement (DINA) pour leur participation à la disparition forcée de centaines de dirigeants de l'opposition pendant la dictature militaire d'August Pinochet (1973-1990),” a rapporté *Telesur*. Quatre d'entre eux ont été “identifiés comme les auteurs matériels de la torture et du meurtre de trois militants” dont les noms sont apparus dans les dossiers de DINA de l'opération Colombo, un montage pour couvrir la disparition de 119 prisonniers politiques.” https://www.telesurenglish.net/news/Chile-36-Former-Pinochet-Intel-Agents-Sentenced-20181211-0007.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=12

Chine/Hong Kong. La Commission de réforme du droit de Hong Kong a publié deux “documents de consultation” sur de possibles lois, l'une sur les archives et l'autre sur l'accès à l'information, a rapporté *Harbour Times*. La Commission, qui soutient une loi sur les archives (Hong Kong n'en a pas), a écrit: “les archives enregistrent les décisions, les actions et les mémoires... Les archives et les records sont également des outils par lesquels les gouvernements peuvent se montrer responsables.” <http://harbourtimes.com/2018/12/07/jamming-shredder-archive-law-hong-kong/>

Colombie. La Commission de la Colombie pour la Clarification de la Vérité, de la Coexistence et de la Non-Répétition a été officiellement lancée le 29 novembre, avec un mandat de trois ans pour rendre compte sur 50 années de conflit. L'armée colombienne a bloqué l'accès aux records pertinents; l'ONG *U.S. National Security Archive* a fourni à la Commission une “base de données de plus de 20 000 records déclassifiés” <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/colombia/2018-11-29/colombia-truth-commission-opens-doors-faces-significant-barriers-access>

Égypte. *Associated Press* a rapporté qu'un tribunal égyptien a acquitté 43 personnes d'accusations selon lesquelles ils auraient illégalement reçu des financements d'organisations étrangères. Les militaires avaient ordonné des raids sur “plus d'une douzaine de bureaux de groupes de défense des droits et de la liberté, saisissant des fichiers et des ordinateurs” en 2011. L'affaire se poursuit contre les organisations non gouvernementales égyptiennes locales. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, juin 2013. <http://www.wect.com/2018/12/20/egypt-acquits-ngo-workers-illegal-funding-charges/>

Éthiopie. Le Parlement a adopté une loi pour établir une Commission de réconciliation nationale, a rapporté *borkena*. <https://borkena.com/2018/12/25/national-reconciliation-commission-legislation/>

Inde. Dans une histoire intitulée “Comment WhatsApp alimente les fausses nouvelles et la violence en Inde, ” *Wired* a rapporté que l'Inde est le plus grand marché de WhatsApp et les responsables de l'application de la loi “disent que leurs mains sont liées dans les enquêtes qui impliquent les messages cryptés WhatsApp.” [https://www.wired.com/story/how-whatsapp-fuels-fake-news-and-violence-in-india/?CNDID=53684912&CNDID=53684912&bxid=MjcwMDU3MDMwNzYzS0&hasha=8fcd7efd9e9d6389b9f914ad34a5948d&hashb=be86af3880f5d49a71f804266e79b70bb4fa408d&mbid=nl_121218_daily_list1_p2&utm_brand=wired&utm_mailing=WIREd%20NL%20121218%20\(1\)&utm_medium=email&utm_source=nl](https://www.wired.com/story/how-whatsapp-fuels-fake-news-and-violence-in-india/?CNDID=53684912&CNDID=53684912&bxid=MjcwMDU3MDMwNzYzS0&hasha=8fcd7efd9e9d6389b9f914ad34a5948d&hashb=be86af3880f5d49a71f804266e79b70bb4fa408d&mbid=nl_121218_daily_list1_p2&utm_brand=wired&utm_mailing=WIREd%20NL%20121218%20(1)&utm_medium=email&utm_source=nl)

La Haute Cour de Delhi a annulé l'acquiescement d'un tribunal inférieur et a condamné Sajjan Kumar pour avoir incité une foule à tuer une famille Sikh en 1984, une partie des émeutes qui a secoué l'Inde après que le premier ministre Indira Gandhi a été tué par ses gardes du corps sikhs. Selon *l'Indian Express*, dans son arrêt, la Cour a dit: “il s'agissait d'un cas extraordinaire où il allait être impossible de procéder à l'encontre de A-1 (Kumar) dans le cadre normal des choses parce qu'il semblait y avoir des efforts à grande échelle en cours pour supprimer la plainte contre lui en n'enregistrant même pas les plaintes. Même si elles ont été enregistrées, elles n'ont pas fait l'objet d'une enquête appropriée et même les enquêtes, qui ont connu quelques progrès, n'ont pas été menées logiquement et la fiche d'accusation effectivement remplie.” <https://indianexpress.com/article/india/1984-anti-sikh-riots-delhi-hc-reverses-sajjan-kumars-acquittal-awards-him-life-term-5496889/>

Népal. Un porte-parole de la Commission d'enquête sur les personnes disparues forcées (CIEDP) a déclaré que “malgré les contraintes juridiques, financières et logistiques, le CIEDP avait mené une enquête préliminaire sur 3 197 plaintes” et avait “recueilli des données de 56 Districts,” même si elle n'a pas “reçu d'argent pour l'enquête depuis le début de l'exercice fiscal en cours”, a rapporté *Southeast Asia Intelligence Review*. <http://www.satp.org/latest-on-satp>

Pays-Bas. Un homme aux Pays-Bas a demandé à un tribunal néerlandais de changer légalement son âge de 69 à 49, affirmant que sa demande “était compatible avec d'autres formes de transformation qui sont acceptées aux Pays-Bas et dans le monde entier, telles que la capacité de changer son nom ou l'égalité entre les sexes.” La Cour n'était pas d'accord, disant que “modifier sa date de naissance entraînerait 20 ans de records à disparaître du registre des naissances, des décès, des mariages et des partenariats enregistrés. Cela aurait une variété d'implications indésirables, juridiques et sociétales”, a rapporté *Associated Press*. https://www.euronews.com/2018/12/03/dutch-court-rejects-man-s-request-be-20-years-younger-n942901?utm_source=newsletter&utm_medium=en&utm_content=dutch-court-rejects-man-s-request-be-20-years-younger-n942901&_ope=evJndWkIjoiOGZjZDdlZmQ5ZTlkNjM4OWI5ZjxkNGFkMzRhNTk0OGQifQ%3D%3D

Nicaragua. La police “a forcé les portes ouvertes et a emporté des documents et des ordinateurs du Centre du Nicaragua pour les Droits de l'Homme, Segovias Leadership Institute, River Foundation, le centre de recherche en communication, et la Fondation pour la promotion et le développement municipaux. La police a également fait un raid dans les bureaux du média *Confidencial*”, a rapporté *Associated Press*. <https://www.whio.com/news/world/nicaraguan-police-raid-ngo-offices-seize-records/B8lvU0N82EDSNXXrxCnT9M/> La Commission interaméricaine des droits de l'homme (IACHR) a publié un communiqué de presse qui a déploré les actions, dénonçant “la fermeture des espaces démocratiques et l'aggravation d'une nouvelle phase de répression au Nicaragua visant à réduire au silence, à intimider et à criminaliser ceux qui sont opposés au gouvernement, aux organisations de défense des droits de l'homme et aux médias indépendants du pays. IACHR a déclaré au Nicaragua que les “détentions arbitraires [sont] caractérisées par un manque d'informations sur les raisons de l'arrestation ou le lieu où la personne sera détenue” et les groupes de la société civile qui veulent tenir des “marches commémoratives” ne sont pas autorisés à défiler. Il a également indiqué que le “ministère de l'intérieur a informé que les biens mobiliers et

immobiliers et tout autre patrimoine des organisations sanctionnées seraient transmis à l'administration de l'état du Nicaragua pour la création de l'ensemble Fonds d'attention et de réparation pour les victimes du terrorisme. Qu'arrivera-t-il aux records saisis ? https://www.oas.org/en/iachr/media_center/PReleases/2018/273.asp/

Nigeria. À la fin d'octobre, des soldats Nigériens ont ouvert le feu sur des manifestants, tuant au moins 26 personnes et peut-être 49. L'armée a affirmé que les soldats avaient été provoqués, a écrit le *New York Times*, mais “un examen minutieux de la vidéo de la plus grande et la plus mortelle des protestations, ainsi que des entrevues avec plus d'une douzaine de témoins, montre clairement les tirs militaires sur les manifestants non armés, parfois en tirant indistinctement dans la foule alors que les gens se tournaient et essayaient de fuir.” <https://governancenews.com.ng/2018/12/18/nigeria-says-soldiers-who-killed-marchers-were-provoked-video-shows-otherwise/>

Russie. En 2015, les Archives d'État russes publiaient sur son site Internet le scan du document du procureur militaire en chef, daté du 10 mai 1948, qui décrivait l’“héroïsme attribués à la 316e Division de l'Armée Rouge sous la direction du général Ivan Panfilov” comme “fabrication par la presse soviétique.” L'archiviste qui a autorisé la publication a été rétrogradé. Maintenant, le ministre de la Culture de la Russie dit que “les comptes de guerre déclassifiés ce printemps par les services secrets de la Russie” “prouvent l'authenticité” des actions héroïques. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, juillet, août et octobre 2015. <https://www.rferl.org/a/russian-minister-says-authenticity-of-war-legend-beyond-dispute-amoral-to-dig-further-/29635477.html>

Russie/Tchéchénie. L'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) a désigné Wolfgang Benedek comme rapporteur pour faire un rapport sur “les violations présumées des droits de l'homme et l'impunité en République tchétchène de la Fédération de Russie”, de janvier 2017 à maintenant. La Russie a dénié toute assistance au rapporteur, il s'est alors appuyé sur le courrier qui lui avait été envoyé, des informations provenant de sources de l'Union européenne, des documents déjà recueillis par des “organisations pertinentes des droits de l'homme” et des entretiens. Il a obtenu des renseignements de la part des observateurs du procès, et il a écrit que dans le cas d'Oyub Titiev, chef de l'ONG du Bureau de Memorial en Tchétchénie, le procès utilise des “preuves manifestement fabriquées”. (Pour les antécédents du procès, voir *Nouvelles HRWG*, janvier 2018.) Benedek a rapporté que les autorités de la région ont commis des actes de torture, des disparitions forcées, des exécutions extrajudiciaires, des violations graves et des abus, en particulier sur des membres de la communauté LGBTI. <https://www.osce.org/odihr/407402?download=true>

Arabie Saoudite. *Al bawaba News* rapporte que l'organisation non gouvernementale saoudienne *Reprieve* a documenté 133 exécutions entre juin 2017, date à laquelle le Prince héritier Mohammed bin Salman “est arrivé au pouvoir,” et mars 2018, “comparativement à seulement 67 au cours des huit mois précédents.” http://www.eurasiareview.com/22122018-saudi-arabia-doubles-number-of-executions-in-2018-report/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Corée du Sud. Le Ministère de la Défense Nationale a transféré aux Archives nationales les registres relatifs à l'incident de la Ligue des jeunes et des étudiants de la démocratie en 1974, sous la dictature de Park Chung-Hee, y compris les archives relatives aux essais et aux enquêtes pour 180 personnes impliquées, a rapporté *Hani*. Une Commission Vérité a conclu en 2005 que l'incident “représentait la suppression du plus grand mouvement étudiant de Corée du Sud; en 2010, un tribunal a ordonné à l'état de dédommager les victimes.” http://english.hani.co.kr/arti/english_edition/e_national/873994.html

Sri Lanka. Le *New York Times* a relaté l'histoire d'un psychiatre gouvernemental qui essaie d'aider les individus dans le nord du Sri Lanka à faire face aux séquelles de la guerre civile. Ses patients apportent “un petit livre bleu” avec un arbre généalogique dessiné sur la première page avec un "X" à côté du nom de quelqu'un qui est mort et la cause et un "A" si la personne est absente. “Dans ses notes, le médecin garde la trace des dates importantes- les anniversaires des morts apparaissent en large - si bien qu'il peut être prêt quand ses patients viennent.” <https://www.nytimes.com/2018/12/04/world/asia/sri-lanka-suicide-civil-war-mental-illness.html>

Royaume-Uni. Au cours des six dernières années, le *Guardian* a adressé des demandes d'accès à l'information à 43 forces de police au sujet des records relatifs aux plaintes d'employé et du public pour

harcèlement sexuel. Seulement 28 forces ont répondu (la police métropolitaine de Londres n'a pas répondu). Pourtant, le *Guardian* a trouvé 450 plaintes, y compris des accusations contre “détectives et inspecteurs supérieurs.” L'officier national d'Unison, le plus grand syndicat du Royaume-uni, a déclaré que les chiffres étaient cohérents avec l'enquête du syndicat auprès de près de 1 800 policiers en Angleterre, au Pays de Galles et en Ecosse qui ont trouvé que “la moitié avait entendu des blagues à connotation sexuelle et un employé sur cinq avait reçu un courriel ou un texto d'un collègue sexuellement explicite. Environ une personne sur 25 a dit avoir été sous pression pour avoir des relations sexuelles, et une personne sur douze a dit que des faveurs sexuelles pouvaient aboutir à un traitement préférentiel.” https://www.theguardian.com/uk-news/2018/dec/25/revealed-hundreds-of-sexual-harassment-claims-against-male-police-officers-england-scotland-wales?utm_term=RWRpdG9yaWFsX0d1YXJkaWFluVG9kYXIVS19XZlVrZGF5cy0xODEyMjY%3D&utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GuardianTodayUK&CMP=GTUK_email

“Une vaste cache de matériel datant de 1939 à 1980 et comprenant plus de 1 700 dossiers sur la création des premières bombes nucléaires britanniques” a été retirée de l'accès public aux Archives nationales, “à l'instruction de l'Autorité de déclassement nucléaire du gouvernement” a rapporté le *Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2018/dec/23/british-nuclear-archive-files-withdrawn-without-explanation>

Royaume-Uni/Irlande du Nord. On a dit au coroner du comté de Surrey, qui “envisage une demande pour reprendre une enquête sur la mort de cinq personnes tuées dans l'attaque de l'IRA [armée républicaine irlandaise] en 1974” au pub de Guildford, que cinq boîtes de documents de police relatifs à l'attentat à la bombe” ont été détruites par erreur, a rapporté *BBC news*. Un représentant de la police de Surrey a déclaré que la force de police a encore “2 674 déclarations de témoins, 60 transcriptions d'entrevues, et 1 161 autres documents sur les attentats à la bombe.” <https://www.bbc.com/news/uk-england-surrey-46636083>

États-Unis. Une enquête pluriannuelle menée par la Radio Publique Nationale et le Service de programme public de diffusion *Frontline* a analysé 30 ans de données réglementaires fédérales provenant de moniteurs de collecte de poussières placés dans des mines de charbon. Bien qu'un programme fédéral de surveillance a relaté seulement 99 cas de maladie pulmonaire noire avancée, entre 2011 et 2016, la recherche a identifié plus de 2 000 mineurs de charbon avec la maladie dans seulement cinq États. https://www.npr.org/2018/12/18/675253856/an-epidemic-is-killing-thousands-of-coal-miners-regulators-could-have-stopped-it?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=e4f9fb2d09-MR_COPY_12&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-e4f9fb2d09-149736437

Le Bureau fédéral d'investigation (FBI) a appelé un entrepreneur pour brûler 53 tonnes de dossiers “classifiés et sensibles”. Il n'y a aucune explication quant à savoir si ce sont des records que les Archives nationales ont déclarés non permanents, sont des copies papier des documents numériques, ou des doublons. <https://qz.com/1495165/an-fbi-contract-requests-help-burning-53-tons-of-secrets/>

La Radio Publique Nationale a publié un article expliquant que certains japonais-américains qui ont été injustement emprisonnés par les États-Unis pendant la Seconde Guerre Mondiale s'opposent maintenant à “une question de citoyenneté que l'administration Trump prévoit d'ajouter au recensement de 2020” craignant que le recensement pourrait être utilisé, comme c'était pendant la Seconde Guerre Mondiale, comme la principale source d'information pour discriminer les personnes d'un groupe minoritaire. <https://www.npr.org/2018/12/26/636107892/some-japanese-americans-wrongfully-imprisoned-during-wwii-oppose-census-question>

Pro Publica “a rassemblé une coalition de plus de 130 salles de nouvelles” pour faire un compte-rendu sur les incidents haineux. Bien que le FBI ait rapporté 6 121 crimes haineux en 2016 et que le Bureau de la justice statistique estimait à 250 000 le nombre de crimes haineux, “les services de police locaux et d'état ne sont pas tenus de rapporter leurs nombre au FBI, et beaucoup ne le font pas.” En outre, les lois de l'État sur ce qui est un crime haineux varient, et cinq États n'ont pas de loi sur la criminalité haineuse. Après une “année à documenter de la haine”, *Pro publica* a conclu que “les crimes haineux sont si mal suivis en Amérique, il n'y a aucun moyen d'entreprendre le genre d'analyse nationale que nous faisons dans d'autres domaines, des vols de banque aux flambées de virus.” <https://www.propublica.org/article/what-we-discovered-during-a-year-of-documenting-hate>

“Un examen du *Washington Post* de 8 000 arrestations concernant des homicides [records] dans 25 grandes villes des États-Unis depuis 2007 a constaté que dans la moitié des cas, une arrestation a été faite dans les 10 jours ou moins. ” Seulement 5% des cas qui n'ont pas été résolus pendant un an ont mené à une arrestation. <http://www.wopular.com/catch-killer-first-days-are-crucial-after-year-chances-arrest-are-only-5-percent-0>

Lorsque le *New York Times* a examiné des “centaines de documents, y compris des rapports de police, des registres bancaires et des notes de l'enquêteur” sur les tirs de masse depuis les meurtres Virginia Tech en 2007, les chercheurs ont constaté que “les cartes de crédit sont devenues un élément crucial dans la planification de ces massacres. Treize fusillades au cours de la dernière décennie ont tué 10 personnes ou plus, et “dans au moins 8 d'entre eux, les tueurs ont financé leurs attaques en utilisant des cartes de crédit. Certains ont utilisé le crédit pour acquérir des armes à feu qu'ils n'auraient pas pu s'accorder autrement. Néanmoins, “les banques et les réseaux de cartes de crédit ont déclaré que ce n'est pas leur responsabilité [de] créer des systèmes pour suivre les achats d'armes à feu qui leur permettraient de signaler des comportements suspects” aux représentants des forces de l'ordre. <https://www.nytimes.com/interactive/2018/12/24/business/dealbook/mass-shootings-credit-cards.html>

En juin, le ministère de la santé et des services humains a ordonné que “toutes les personnes vivant dans la maison d'un parrain” d'enfants migrants non accompagnés devraient soumettre leurs empreintes digitales au FBI. Cette règle a maintenant été abandonnée parce que, selon HHS, les empreintes digitales n'avaient “généralement pas donné d'informations supplémentaires qui ont permis [aux fonctionnaires] d'identifier de nouveaux risques pour le bien-être des enfants”. Cependant, HHS exigera des empreintes digitales de “parents et autres sponsors potentiels” et les vérifiera “avec les casiers judiciaires du FBI et les dossiers d'arrestation du ministère de la sécurité intérieure” et “fait des vérifications de records publics sur tous les adultes dans un ménage donné”. <https://www.pbs.org/newshour/nation/what-changes-to-this-fingerprinting-rule-could-mean-for-migrant-children-in-u-s-custody>

Zimbabwe. La Commission d'enquête sur la violence postélectorale du 1er août a présenté son rapport. Elle a constaté que la plupart des mesures prises par le gouvernement étaient “conformes à la Constitution et à la loi applicable” ; cependant, “l'utilisation de munitions vivantes dirigées contre des personnes, surtout lorsqu'elles fuyaient, était manifestement injustifiée et disproportionnée” et les membres de l'armée et de la police “qui ont été en violation de leurs devoirs professionnels et de leur discipline” pendant les émeutes devraient être “sanctionnés”. La Commission a recommandé que toutes les victimes de la violence et les personnes à charge des défunts soient indemnisées, le montant devant être déterminé par un Comité spécial. Les Archives Nationales doivent immédiatement sécuriser les records de la Commission. <https://www.zimbabwesituation.com/news/findings-of-commission-of-inquiry-into-1-august-2018-post-election-violence/>

Publications.

Lectures recommandées: Sur l'estimation du nombre de djihadistes Salafistes dans le monde :

https://www.crisisgroup.org/global/rightsizing-transnational-jihadist-threat?utm_source=Sign+Up+to+Crisis+Group%27s+Email+Updates&utm_campaign=c765ce2e90-EMAIL_CAMPAIGN_2018_11_19_01_54_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_1dab8c11ea-c765ce2e90-359425329

Sur la dictature militaire au Brésil il y a 50 ans: https://www.americasquarterly.org/content/50-years-ago-brazil-virtually-legalized-torture-and-censorship?utm_source=AQ%27s+Week+in+Review&utm_campaign=63b9c26f31-EMAIL_CAMPAIGN_2018_12_14_01_46&utm_medium=email&utm_term=0_6a33e16b5d-63b9c26f31-26124681

Et sur les efforts pour remplacer les livres et les matériaux de recherche au Musée National du Brésil: <https://www.princeton.edu/news/2018/12/17/princetons-new-brazil-lab-leads-relief-efforts-brazils-national-museum-lost-fire>

Sur l'usage des machines pour la justice social : <https://psmag.com/social-justice/using-machine-learning-to-hold-human-rights-abusers-accountable>

La Conférence de Sedona et son groupe de travail 1 sur la conservation des documents électroniques et la production (WG1) a Conférence de Sedona publié la version de *Commentaire Public de la Conférence Sedona sur les sur mentions légales, deuxième édition: le déclencheur et le processus*.

Merci de partager avec nous ! trudy@trudypeterson.com

Le Groupe de travail sur les droits de l'homme est reconnaissant au magazine d'archives italien en ligne *Il Mondo Degli Archivi* d'assurer la gestion de la distribution des *Nouvelles HRWG*. Pour vous abonner aux Nouvelles, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici: <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

(Traduction française : Rémi Dubuisson)